



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11 rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT / DOCUMENT CONTIENT DES
EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Consultant Services Division/Division des services
d'experts-conseils
L'Esplanade Laurier
4th floor, East Tower
140 O'Connor Street
Ottawa
Ontario
K1A 0S5

Title - Sujet Services de gestion de la construct	
Solicitation No. - N° de l'invitation EP751-202923/A	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client 20202923	Date 2020-06-25
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$FE-178-78653	
File No. - N° de dossier fe178.EP751-202923	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-06-26	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Matende, Robinah	Buyer Id - Id de l'acheteur fe178
Telephone No. - N° de téléphone (873) 353-8472 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de

EP751-202923/A

009

fe178

Client Ref. No. - N° de ref. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC

20202923

FE178.EP751-202923

MODIFICATION 009

Cette modification est émise afin d'apporter des modifications à la version française de la question 13 de l'amendement 008

Question/ Réponse	Questions et réponses sur la gestion de la construction
Q13	<p>LVERS précisions</p> <p>Demande des précisions sur les exigences en matière de sécurité pour les services de gestion de la construction sur ce projet, comme il est indiqué ci-dessous : Plus précisément, liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) qui se trouve à l'annexe D de la DP indique dans la partie B de l'article 10.a. que la « production et au stockage de renseignements protégés doit être limité à l'expert-conseil principal seulement. » Cela signifie que le gestionnaire de la construction et du personnel ne nécessitent la cote de fiabilité afin de visualiser les documents qui pourraient être au niveau « protégé B ». Cependant, dans le même LVERS dans la partie C de l'article 11, il est indiqué que le directeur des travaux est tenu d'avoir de détenir des renseignements (ADR) et la capacité de processus par voie électronique, produire ou stocker des renseignements protégés des matériaux sous une accréditation des médias. Il est demandé que l'autorité contractante confirmer que seules les personnes ayant les cotes de fiabilité sont nécessaires au début du présent contrat de services cm, et non un ADR ou la capacité des médias.</p> <p>À noter, le récent avis de la DSIC à l'importante les retards causés par la pandémie COVID-19 et du gouvernement dirigées restrictions ont massivement réduit la capacité de la DSIC afin de répondre aux nouvelles et DSC/IT demandes de capacité des médias.</p>
R13	<p>Précision concernant l'annexe D – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)</p> <p>Les exigences relatives à la sécurité définies dans la LVERS (annexe de la demande de propositions) sont des exigences qui s'appliquent à l'entrepreneur principal en tout temps durant tout le contrat. L'entrepreneur principal devrait avant tout garder à l'esprit qu'il doit respecter les orientations énoncées dans le Manuel de la sécurité industrielle et qu'il sera responsable du maintien de la sécurité durant tout le contrat. Le Manuel de la sécurité industrielle stipule que tout contrat de sous-traitance <u>qui contient une exigence relative à la sécurité</u> doit être traité par le Programme de sécurité des contrats (PSC) – Secteur de la sécurité industrielle (SSI)¹.</p>

Solicitation No. - N° de l'invitation

EP751-202923/A

Amd. No. - N° de la modif.

009

Buyer ID - Id de

fe178

Client Ref. No. - N° de ref. du client

20202923

File No. - N° du dossier

FE178.EP751-202923

CCC No./N° CCC

	<p>Les exigences relatives à la sécurité attendues de l'entrepreneur principal ne sont pas nécessairement requises d'un sous-traitant². Par exemple, l'entrepreneur principal peut décider qu'un contrat de sous-traitance pour un relevé hydrologique ne contient aucun renseignement de nature délicate (ou renseignement protégé) et qu'il n'y a donc pas lieu de prendre des mesures de protection du document. Toutefois, en raison de la possibilité de consultation accidentelle des renseignements de nature délicate au bureau sur place de l'entrepreneur principal, on exige que le personnel menant le relevé hydrologique ait une cote de fiabilité valide. Ces exigences – qui sont clairement différentes des exigences relatives à la sécurité établies entre l'État et l'entrepreneur principal – seraient exprimées dans la LVERS établie entre l'entrepreneur principal et le sous-traitant. De plus, la LVERS doit être traitée par le PSC du SSI, comme indiqué dans le Manuel de la sécurité industrielle.</p> <p>¹ Manuel de la sécurité industrielle, alinéa 104(1)b)</p> <p>² Manuel de la sécurité industrielle, paragraphe 703(4)</p>
--	---